

La négociation
du contrat quadriennal 2011/2014

Rapport d'autoévaluation AERES 2009

SWOT

Strengths
Forces

Weaknesses
Faiblesses

Opportunities
Opportunités

Threats
Menaces

Trajectoire



« Une certaine idée
de la France... »

Alexandre MORA,
Directeur du Mémorial Charles de Gaulle
à Colombey

Recherche

À la recherche de la
mémoire vive de l'Europe
centrale et orientale.

À l'est,
quoi de nouveau ?

Un parcours au crible

COGITER,

la science politique
franco-américaine



Édito

Par Vincent HOFFMANN-MARTINOT,
directeur de Sciences Po Bordeaux

Enseigner et éduquer

L'évolution de l'enseignement supérieur, ces dernières années, est d'autant plus considérable qu'elle concerne tout aussi bien les institutions et leurs structures, les emplois et leurs différents modes de gestion et d'évaluation, les formations proposées et leur adaptation au devenir professionnel des étudiants. L'ambition est clairement affichée : s'adapter aux enjeux du futur. Qu'il nous soit permis d'y ajouter une dimension essentielle, en tous les cas pour notre établissement : la qualité du service public d'enseignement supérieur. Ce souci prioritaire, le nôtre, celui de toutes celles et de tous ceux qui travaillent à Sciences Po Bordeaux, nous avons constamment l'occasion de l'appréhender. Qu'il me soit permis de l'évoquer à travers quatre faits très différents.

Le premier concerne les évolutions du PRES Université de Bordeaux dont Sciences Po Bordeaux est membre fondateur. Nous avons toujours souligné, au sein de cette institution, le nécessaire renforcement des modes de gouvernance. Au moment où se pose la question des pôles universitaires d'excellence susceptibles de bénéficier d'une partie des moyens financiers disponibles dans le cadre du nouveau grand emprunt, consécutivement aux travaux de la commission Juppé-Rocard, nous ne pouvons que nous féliciter du recrutement, à l'Université de Bordeaux, d'une directrice exécutive et d'un secrétaire général que nous saluons avec grand plaisir en les assurant de tout notre soutien dans leurs nouvelles missions. Il est clair que la compétition pour être éligible aux fonds du grand emprunt doit être une véritable émulation collective destinée à mettre toutes les chances du côté de l'Université de Bordeaux. A cet égard, une gouvernance renforcée du PRES, associée à la concrétisation de la réalisation de la Fondation Bordeaux Université, présidée par Jean-René Fourtou et dirigée par un de nos anciens diplômés, sont deux excellents atouts.

Le deuxième indice d'une priorité réservée à la qualité du service public d'enseignement supérieur, nous le trouvons dans notre propre démarche d'autoévaluation dont le présent numéro d'Extension[S] se fait le témoin en référence à la mission de l'AERES destinée à nous évaluer et dont les premiers travaux ont débuté dans les premiers jours de février 2010. Il convient de souligner ici combien le travail interne prélude à l'évaluation de l'Agence a été source d'enseignements et de conseils quant à l'identification de nos forces et de nos faiblesses. Nous aurons, tout au long de l'année 2010, l'occasion de revenir sur cette évaluation et les autres missions d'expertise appelées à favoriser notre passage au régime de la responsabilité élargie.

Le troisième événement qui nous a remis au cœur de la problématique de la qualité de l'acte d'enseignement, composante parmi d'autres de l'éducation, est lié à l'inauguration de la Chaire Jean Zay, créée en partenariat avec la Fondation du Grand Orient de France, le 21 janvier dernier. Jean Zay a été un lumineux ministre de l'Éducation nationale et des Beaux Arts du Front Populaire, inventeur et réformateur, condamné par ceux-là même qui déshonorèrent l'image de la France entre 1940 et 1944, assassiné non par les nazis mais par des Français qui, justement, détestaient le service public d'éducation parce qu'il était tout simplement synonyme de République, de laïcité, de fraternité et de solidarité. L'hommage à Jean Zay, rendu à Sciences Po Bordeaux, en présence de Mesdames Catherine Martin-Zay et Hélène Mouchard-Zay, ses filles, est d'abord un formidable encouragement à maintenir au plus haut niveau la qualité de notre formation et son accessibilité au plus grand nombre. Pour que, selon la belle formule de Jean Zay lui-même, un « *enfant du peuple devienne un jour, s'il en a le mérite, ambassadeur de France* ». La Chaire Jean-Zay, dont le volet académique tient dans l'enseignement sur la laïcité comparée dispensé par maître Jean-Michel Quillardet et le volet social concerne cinq bourses attribuées sur critères sociaux, est une belle et bonne idée et c'est la raison pour laquelle le GODF qui a porté cette initiative mérite d'être vivement salué et remercié.

D'un mot, tout simplement, je voudrais évoquer comme quatrième marque de ce que fut l'attachement à la qualité du service public d'enseignement supérieur : le souvenir de notre collègue Hubert Hubrecht, décédé brutalement le 20 janvier 2010. Ce mot c'est, incontestablement, l'engagement. L'engagement pour une philosophie [la démocratie participative], pour une idée [le progrès], pour un métier [le professorat], pour une discipline [le droit], pour une institution [l'Université]. Engagement qui fut sa devise et sa raison d'être.

L'engagement pour l'Université de Bordeaux, l'engagement pour la qualité de notre formation, l'engagement pour le service public de l'enseignement supérieur, l'engagement, enfin d'un ami, trop tôt disparu... Autant de vœux pour 2010, que porte cette nouvelle présentation d'Extension[S] à l'occasion de son 25^{ème} numéro.

Bonne et heureuse année 2010 à toutes et à tous.



SOMMAIRE

4 **CHRONIQUE**

Mini-livres... Mais ils font le maximum

5 **RENCONTRES SCIENCES PO BORDEAUX / SUD OUEST**

FRANÇOIS HOLLANDE : droit dans son inventaire

Le calendrier des prochaines « rencontres »

6 **PLUS VALUE**

Il était une fois

Jean Dumas et le fait Urbain...

7-10 **DOSSIER**

La négociation du contrat quadriennal 2011/2014

**Rapport d'autoévaluation AERES 2009
(analyse des forces et des faiblesses)**

11 **UN PARCOURS AU CRIBLE**

COGITER, la science politique Franco-américaine

12-13 **RECHERCHE**

A l'est, quoi de nouveau ?

Jérôme Heurtaux et Cédric Pellen

14-15 **TRAJECTOIRE**

Alexandre Mora, directeur du Mémorial Charles de Gaulle à Colombey

«Une certaine idée de la France...»

16 **AU RYTHME DE SCIENCES PO BORDEAUX**

Inauguration de la Chaire Jean Zay / Rencontre Alain Rousset/Xavier Darcos /

La remise des diplômes 2009 / Les entretiens de l'excellence

Directeur de la publication :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT
Comité de lecture :
Vincent HOFFMANN-MARTINOT, Didier CHABAULT,
Emmanuel NADAL, Jean PETAUX
Coordination : Jean PETAUX
Rédaction en chef :
Jean-Michel LE CALVEZ, « Person'Alizé »
Edition : Pascal BERNAGAUD, « Com'unique »
Maquette & Mise en page : Thierry PIERS
Photos : Laurent WANGERMEZ
Impression : Imprimerie Laplante, Mérignac
N°ISSN : 1635-3102
Date de publication : 18 février 2010



SCIENCES PO BORDEAUX
11, Allée Ausone - Domaine universitaire
33607 PESSAC - CEDEX
Tél. : 05 56 84 42 52 - Fax : 05 56 37 45 37
www.sciencespobordeaux.fr
j.petaux@sciencespobordeaux.fr

« Les instituts ont pour mission de donner à des étudiants, qu'ils se destinent ou non à la fonction publique, une culture administrative générale. Ils le feront avec l'esprit d'indépendance et de désintéressement qui sont le propre de l'université ».

Ordonnance N°45-2283 du 9 octobre 1945, portant création des Instituts d'Etudes Politiques.

Mini-livres mais ils font le maximum...

Tout lecteur, un tant soit peu avisé d'Extension[S], tout connaisseur, même néophyte du monde universitaire ou des Instituts d'Etudes Politiques, s'étonnera légitimement de voir le nom de Sciences Po Bordeaux sur la couverture de l'album de 80 pages accompagnant les 22 Mini-Livres des « Figures et Institutions de la République ».

Qu'il me soit permis, pour avoir été en mai 2009, le premier contacté par Bernard Béal, directeur des Editions Biotop, de la manière la plus simple qui puisse exister (un appel téléphonique consécutivement à un courrier) de décrire ici, la genèse de cette aventure éditoriale. Le projet qui a été présenté à Sciences Po Bordeaux et qui a recueilli très vite l'assentiment du directeur de l'établissement, Vincent Hoffmann-Martinot, pouvait sembler totalement farfelu : associer pleinement l'Institut à cette

démarche éditoriale et rassembler les contributions de juristes et de politologues dans une publication commune, destinée, non pas comme il est de coutume, à être vendue en librairie ou dans les cercles universitaires spécialisés, mais conçue comme devant être proposée à un large public, diversifié, chez les distributeurs de presse. Cet album, est un recueil de courtes notices très variées dans leurs thèmes. On en compte plus de trente,

sur des sujets aussi divers que le Conseil constitutionnel ; l'ouverture ; la Région ; la « pipolisation » ; les partis et les grandes forces politiques françaises ; les relations entre l'UE et la France, etc.

Parallèlement l'éditeur a nourri le projet ambitieux de publier 22 biographies de femmes et d'hommes actuellement présents sur la scène politique française. Après une première rencontre avec Bernard Béal et Véronique Sternberg, directrice éditoriale, il m'est revenu la lourde tâche de constituer une équipe d'auteurs. Je veux remercier ici chaleureusement Anne Gaudin, Pascal Jan et Ludovic Renard, qui ont eu la gentillesse, pour Sciences Po Bordeaux, de répondre très rapidement et positivement à cette sollicitation, avec une grande disponibilité autant intellectuelle que matérielle. Nous avons choisi, ensemble, en partenariat avec les Editions Biotop, les thèmes des notices de l'album, dont les contraintes éditoriales ont conduit les auteurs à un véritable effort de synthèse. Nous avons convenu également ensemble du choix final des 22 « figures » devant faire l'objet d'une mini-biographie de 15.000 signes, publiée dans un « Mini-Livre » de 3 centimètres sur 2 contenant 80 pages. Nous avons fait en sorte d'équilibrer le « casting », conscients de l'arbitraire de notre choix mais également soucieux de faire œuvre pédagogique avec rigueur et précision.

Dans la préface de l'album, Vincent Hoffmann-Martinot, directeur de Sciences Po Bordeaux, écrit :

« Nous pensons, aussi, qu'il y a un réel déficit, dans notre société, en matière d'instruction civique. Que, dans cette pers-

pective, un citoyen mal formé, mal informé tout simplement, sur ces questions parfois techniques, complexes, est un citoyen qui n'est pas libre. Loin de nous l'idée d'instaurer un nouveau cens, une nouvelle barrière, qui conditionnerait le droit le plus fondamental en démocratie, le droit de vote, à la connaissance des acteurs politiques, à la maîtrise du fonctionnement des institutions ou à l'aptitude à analyser les stratégies développées par tel ou tel parti. En revanche, il nous semble parfaitement judicieux et justifiable d'apporter aux lecteurs et aux électeurs, les clés de la République, comme d'autres ont pu parler des « Clefs du Royaume ».

Voilà bien l'explication de notre engagement collectif aux côtés des Editions Biotop : sortir du cercle étroit de l'expertise pour atteindre le plus grand nombre et poursuivre l'œuvre de Sciences Po Bordeaux présente, entre autre, dans un projet vieux désormais de 26 ans, « Les Rencontres Sciences Po / Sud Ouest ». Elle est bien là, en effet, notre ambition collective : être un établissement d'enseignement supérieur vivant dans la cité, ouvert sur la société et, à part entière, au cœur des arènes du monde.

Jean PETAUX



Tous renseignements sur le site des Editions BIOTOP des « Mini-Livres » : www.3-2.fr
Egalement sur le site de Sciences Po Bordeaux

Collection  Le Mini-Livre

Bruno Dive, éditorialiste à Sud Ouest et animateur de ce Grand Oral, promet-tait à l'ancien Premier secrétaire du PS un « droit d'inventaire », reprenant, fort à propos, le titre du dernier ouvrage¹ de l'homme politique de gauche. Ce dernier fut invité, en guise d'introduction, à préciser quelques fondamentaux, à l'heure où la maison de Blum et Jaurès connaît une instabilité chronique. « *Être socialiste aujourd'hui, c'est une promesse qui n'est jamais accomplie, l'utopie qu'il est possible de s'émanciper, de réussir sa vie et d'être soi-même* » précise François Hollande. Ce dernier, tel un boxeur pressé d'en décou- dre, rentre vite dans le vif du sujet. « *Être socialiste, c'est être identifié à des idées. Lorsqu'il n'y a plus d'idées, il n'y a que des polémiques, qui révèlent l'absence de grandes controverses. On m'a souvent fait le reproche d'être l'homme de la synthèse mais je supporte aisément la comparaison entre « l'avant » et « l'après » de ma prési- dence à la tête du Parti. Celle-ci a duré 13 ans, un record* ».

Mode d'emploi pour 2012

Ragaillardi par son départ de la rue de Solférino, l'actuel maire de Tulle et prési- dent du Conseil général de Corrèze profite de son congé sabbatique du PS et de son passage à Bordeaux pour remettre les compteurs à zéro. Il fustige les querelles intestines au sein de sa famille politique et son obsession pour un « renouvellement ». « *Cette idée n'intéresse que les socialistes. Ce qui compte, c'est l'amélioration et de la France et de la vie des Français* » insiste le plus gourmand « des éléphants ». Très en appétit, il propose un calendrier pour les élections présidentiel- les de 2012. « *On n'a jamais vraiment accepté que le Premier secrétaire du PS soit le candidat naturel de la gauche* » regrette à demi-mots l'ancien n°1 socialiste, qui milite pour des élections primaires élargies en 2010. Son idée est d'offrir à tous les Français qui le souhaitent la possibilité de voter pour le candidat de gauche de leur choix et de lancer la campagne de l'heu- reux élu (heureuse élue) début 2011. « *Il faut changer les comportements et bannir*

les individualismes forcenés. La meilleure solution consiste à choisir rapidement un candidat afin de gagner en lisibilité et en crédibilité » martèle François Hollande. « *Avez-vous la capacité d'être celui-là ?* » questionne un étudiant, qui n'obtiendra pas de réponse mais un silence lourd de sens... Quelques jours auparavant, le ba-

François Hollande :

droit dans son inventaire

François Hollande a attiré fin novembre 2009 à l'Institut la foule des grands soirs. Le public s'est piqué de curiosité pour écouter l'une des figures de la « Rose au poing ».

romètre Viavoice voyait l'éternel mal-aimé des sondages grimper et jouer des coudes avec Martine Aubry, loin cependant de Dominique Strauss-Kahn. « *Il faut laisser le temps au temps* » répond François Hollande, reprenant les propos de François Mitterrand, maître dans l'art d'user ses adversaires. Pour le reste, ce grand amateur de football a glissé quelques tacles à ses adversaires politiques, de François Bayrou (« *Si vous lui enlevez la Prési- dentielle, que lui reste t-il ?* ») à Nicolas Sarkozy (« *Il décide de tout mais il n'est responsable de rien* »). Bref, un François Hollande alerte, qui entend faire de la fiscalité un point central de la campagne 2012 avec une réforme « *claire, simple et lisible* ». Tout le contraire de la gauche qui, après l'inventaire de François Hollande, doit maintenant enjoliver sa boutique et polir ses arguments de vente. « *Si on veut gagner, il faut rassembler* » conclut l'invité du jour des Rencontres Sciences Po / Sud Ouest. Voilà au moins une idée qui devrait faire consensus.

¹ François HOLLANDE, Droit d'inventaire - Entretiens avec Pierre Favier. Seuil, 2009, 398 p. 20 €.



François Hollande

Le calendrier des prochaines « Rencontres »

Face-à-face Alain Rousset - Xavier Darcos, le 28 janvier 2010, 17h.

Ce face-à-face entre le Président du Conseil Régional sortant Alain Rousset et le candidat tête de liste Majorité présidentielle, Xavier Darcos, constitue un des temps forts de la campagne électorale des Régionales 2010 en Aquitaine.

Pascal Quignard, le 04 février 2010, 17h.

Écrivain célèbre, scénariste, violoncelliste et créateur du festival du théâtre baroque de Versailles, Pascal Quignard aura « carte blanche » pendant deux heures pour faire partager au public ses goûts et ses passions.

Rencontre décentralisée à Angoulême le 04 mars 2010

La Rencontre décentralisée de la saison 2009-2010 se déroulera en partenariat avec la Cité Internationale de la Bande Dessinée et de l'Image à Angoulême autour des thèmes de la BD et du cinéma d'animation.

Mona Ozouf, le 18 mars 2010, 17h.

Historienne (grande spécialiste de la Révolution française) et philosophe, Mona Ozouf s'oppose depuis toujours au jacobinisme. Elle milite activement pour la liberté de la recherche historique.

Alain Aspect, le 1 avril 2010, à 17h.

Depuis 2008, Alain Aspect est membre de la National Academy of Sciences américaine, il a reçu la médaille d'or du CNRS en 2005. Ce grand oral est organisé en partenariat avec l'Université de Bordeaux dans le cadre du cycle : « *Demain les savoirs ?* »

Joschka Fischer, le 8 avril 2010, à 17h.

Grand oral exceptionnel de l'ancien vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, premier responsable écologique à occuper de telles responsabilités dans un Etat membre de l'Union européenne de 1998 à 2005.

Paul Virilio, le 15 avril 2010, à 17h.

Paul Virilio, architecte et professeur à l'Ecole Supérieure d'Architecture de Paris, a d'abord travaillé sur les espaces militaires (les bunkers du Mur de l'Atlantique qu'il explora au cours de son adolescence nantaise) puis sur les villes en guerre (cette « Rencontre » figure aussi au programme du « Théâtre de la Science » de Cap'Sciences en 2010).

Les vidéos des « Rencontres » sont disponibles sur le site internet de Sciences Po Bordeaux, mises en ligne quelques jours après leur déroulement.

« Il était une fois Jean Dumas et le fait urbain... »

Michel Favory, professeur à Sciences Po Bordeaux et Jean-Pierre Augustin, professeur à l'Université Michel-de-Montaigne Bordeaux 3, sont les maîtres d'une œuvre collective intitulée « 50 questions à la ville ». Le document à paraître au mois d'avril 2010 rassemble les travaux de personnalités qui ont connu ou collaboré avec Jean Dumas, professeur émérite à Sciences Po Bordeaux. Ce dernier, après une brillante carrière, a fait valoir son droit à la retraite en 2003.



Michel Favory et Jean-Pierre Augustin.

Jean Dumas a été major du concours d'agrégation de géographie. Sa thèse sur le territoire urbain industriel a donné le ton à ses travaux liés aux champs complexes de l'évolution des villes. « C'est un structuraliste qui a toujours laissé à ses étudiants et partenaires de recherche le soin d'évoluer vers les champs scientifiques qui leur convenaient le mieux. Polythéiste scientifique d'une rigueur exemplaire, il n'a jamais cédé aux modes au cours de ses 35 années d'approche urbaine. Il a créé une collection « Question à la ville » à la Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine (MSHA), dont il fut pendant une quinzaine d'années le directeur. Syndicaliste dans l'âme, il a été également à l'origine de la Maison de la Promotion sociale située à Artigues » précisent Michel Favory et Jean-Pierre Augustin, deux de ses anciens élèves, maintenant professeurs d'université et chercheurs dans une équipe du CNRS. Les deux hommes sont à l'initiative d'un projet d'édition dont la sortie est prévue pour l'Escale du Livre de Bordeaux, du 3 au 5 avril 2010.

Un ouvrage pédagogique et scientifique

Le livre « 50 questions à la ville » réunit des auteurs reconnus dans le champ de la géographie, de l'aménagement et des sciences sociales, mais aussi des chercheurs et des acteurs professionnels qui ont côtoyé ou travaillé avec Jean Dumas (lire encadré). Chacun d'eux a disposé de quatre pages de 2500 signes autour de trois thèmes qui questionnent le penser et l'agir des villes, formant ainsi une série de réponses inédites à même de séduire, faire réfléchir et interpeller un vaste pu-

blic d'étudiants, de chercheurs, d'enseignants mais aussi d'acteurs engagés dans les transformations urbaines. Ces contributions sont organisées en trois grandes parties. La première rassemble « les sémiotiques » autour du langage scientifique actuel des études urbaines. La seconde concentre « les stratégies » qui portent sur les acteurs urbains (gouvernance, Etat, droit à la ville...). La dernière offre une tribune aux « synergies » et aux interactions entre le passé et le présent, les réseaux et les expressions qui touchent de près à l'approche politique et aux politiques publiques de la ville.

Un épilogue signé Jean Dumas

Jean-Pierre Augustin et Michel Favory ont rédigé l'introduction scientifique du recueil et laissent à Jean Dumas le soin d'en assurer l'épilogue. Ce faisant, ils rendent hommage au spécialiste de la ville sous une forme originale qui n'a rien à voir avec ce que l'on appelle, dans la tradition universitaire, « les mélanges » ou liber amicorum, somme d'articles plus ou moins fédérateurs. « L'idée de cet ouvrage est plutôt de concentrer autour de Jean Dumas l'ébauche d'une communauté de chercheurs qui méritent attention pour leurs travaux et leur ouverture afin de revisiter des questions aux problématiques et discours scientifiques sur le thème de la ville » concluent les deux bâtisseurs d'un beau projet en voie d'achèvement, à découvrir très prochainement.

Des contributeurs de qualité

La liste des contributeurs de l'ouvrage « 50 questions à la Ville – Autour de Jean Dumas » est longue et riche de personnalités. On peut citer, entre autres, Hubert Bonin, Jacques Palard, Jean Petaux, Claude Sorbets et Françoise Taliano-des-Garets de Sciences Po Bordeaux ; des chercheurs du laboratoire ADES comme François Bart, Agnès Berland, Guy di Méo, Maurice Goze, Jean Marieu et Sandrine Vaucelle ; Christophe Bouneau (MSHA) ;

des chercheurs parisiens tels que François Ascher, Alain Garrigou, Cinthia Ghorra-Gobin et Thierry Paquot ; des chercheurs québécois comme Annick Germain, Daniel Latouche et Gilles Sénécal ; des référents du monde de l'urbanisme et de l'architecture dont Francis Cuillier, Bruno Fayolle-Lussac, Jean-Marc Offner et Michel Pétuaud Létang, et d'autres nombreux contributeurs de talent.

La négociation
du contrat quadriennal 2011/2014

Rapport d'autoévaluation AERES 2009

SWOT
Strengths Forces
Weaknesses Faiblesses
Opportunities Opportunités
Threats Menaces

Dans le grand bouleversement actuel de l'enseignement supérieur, en France mais également dans le monde, de nombreux modes de fonctionnement, apparemment immuables, sont remis en cause. C'est tout l'enjeu stratégique d'une autonomie renforcée et croissante qui amène à développer ce que l'on nomme communément de « nouveaux outils de gouvernance ». Sciences Po Bordeaux est au cœur de ce changement. Le Dossier d'Extension[S] fait le point sur le mécanisme d'évaluation engagé en 2009 et sur les négociations à venir avec le ministère dans le cadre du futur contrat quadriennal, telles qu'elles sont envisagées par Vincent Hoffmann-Martinot, directeur de Sciences Po Bordeaux.

Sommaire du dossier :

- 8-9 LE RAPPORT D'AUTOÉVALUATION AERES
Ou l'analyse des forces et des faiblesses
de Sciences Po Bordeaux
- 8 Qu'est-ce que l'AERES ?
- 10 3 questions à Vincent Hoffmann-Martinot

Le rapport d'autoévaluation AERES

Ou l'analyse des forces et des faiblesses de Sciences Po Bordeaux

Le principe « d'évaluation » des établissements universitaires est relativement récent en France. Il a pris forme avec la création¹ en 1984 du Comité National d'Évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, plus connu sous le nom de CNE. Cette tâche est aujourd'hui confiée à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, l'AERES (lire encadré). Sciences Po Bordeaux n'échappe pas à cette procédure, initiée en 2009 et qui se conclura en 2010. Celle-ci prend appui dans un premier temps sur un rapport d'autoévaluation de l'Institut, véritable grille d'analyse des points forts et des points faibles de l'école.

« Ce rapport d'autoévaluation a été perçu comme l'opportunité de faire un point sur les atouts et les moyens de l'établissement, de s'interroger sur ses objectifs, ses ambitions et son avenir ». Emmanuel Nadal, chargé de mission auprès du Secrétaire général de l'Institut et coordinateur du projet, résume d'un mot les motivations de Sciences Po Bordeaux à rédiger le document remis à l'AERES le 15 octobre dernier. Le dossier radiographie en 85 pages les grands items de l'école selon une grille de lecture standard dans laquelle apparaît, derrière chaque point important du dossier, une matrice SWOT. De l'anglais Strengths (forces), Weaknesses (faiblesses), Opportunities (opportunités) et Threats (menaces), cet outil de stratégie issu du monde de l'entreprise invite les universités à s'interroger sur les facteurs positifs et négatifs, internes et

externes, de chaque composante de leur activité. « Le but d'un tel document n'est pas de produire des représentations pour le plaisir mais de mettre en évidence, dans une approche heuristique, des points de force et de faiblesse devant nous guider dans la poursuite de nos objectifs » poursuit Emmanuel Nadal. Ce dernier voit dans ce travail panoramique aux effets dynamiques une valeur de réassurance.

« Les aspects positifs sont particulièrement encourageants. Quant aux zones de « fragilité », auxquelles nous devons être particulièrement attentifs, il est toujours préférable de les identifier le plus tôt possible afin d'imaginer et de mettre en œuvre des processus d'amélioration ».

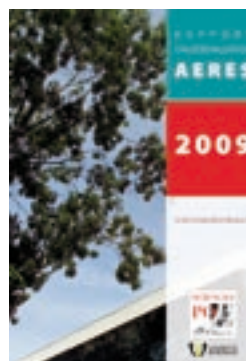
Un rapport en cinq chapitres et plus de vingt points clés

Le rapport d'autoévaluation de Sciences Po Bordeaux, appuyé sur un référentiel proposé par l'AERES et partagé par l'ensemble des établissements évalués, aborde les questions du potentiel,

de l'élaboration, du pilotage et de la valorisation de la recherche de l'Institut. Il détaille également le pilotage, la visibilité et la lisibilité de son offre de formation, ainsi que les dispositifs d'accompagnement des étudiants, leur environnement de travail, leur implication et leurs conditions d'études, sans oublier la démarche qualité de l'école en matière de pédagogie. Il analyse également, avant un dernier chapitre sur la gouvernance de l'établissement,

sa politique externe, à travers ses relations extérieures et ses relations internationales, ses rapports avec les EPST (établissements publics à caractère scientifique et technologique), les collectivités locales, les milieux socio-économiques et ses activités internationales en matière de recherche et de formation. Une place non négligeable est également consacrée, comme le demande l'AERES, à l'image de l'établissement, à sa communication externe et au sentiment d'appartenance de ses anciens diplômés. Ces items confirment l'importance accordée aujourd'hui par les structures d'évaluation et de tutelle à l'insertion de l'université dans le monde socio-économique. Sciences Po Bordeaux avait largement anticipé cette préoccupation, comme le montre le passage de la scolarité à cinq ans, la mise en place de formations professionnalisantes et la multiplication de rencontres à caractère professionnel, en forte augmentation depuis une décennie. Une tendance lourde confirmée par le fait que la Direction générale de l'enseignement supérieur, grande administration du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a, désormais, ajouté à son in-

formation, sa politique externe, à travers ses relations extérieures et ses relations internationales, ses rapports avec les EPST (établissements publics à caractère scientifique et technologique), les collectivités locales, les milieux socio-économiques et ses activités internationales en matière de recherche et de formation. Une place non négligeable est également consacrée, comme le demande l'AERES, à l'image de l'établissement, à sa communication externe et au sentiment d'appartenance de ses anciens diplômés. Ces items confirment l'importance accordée aujourd'hui par les structures d'évaluation et de tutelle à l'insertion de l'université dans le monde socio-économique. Sciences Po Bordeaux avait largement anticipé cette préoccupation, comme le montre le passage de la scolarité à cinq ans, la mise en place de formations professionnalisantes et la multiplication de rencontres à caractère professionnel, en forte augmentation depuis une décennie. Une tendance lourde confirmée par le fait que la Direction générale de l'enseignement supérieur, grande administration du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a, désormais, ajouté à son in-



Emmanuel Nadal

Qu'est-ce que l'AERES ?

Née de la loi de programme pour la recherche en 2006 et installée en mars 2007, l'AERES (Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) est une autorité administrative indépendante (AAI). Elle réalise l'évaluation des établissements et des organismes, des unités de recherche, des formations et des diplômes de l'enseignement supérieur selon trois principes fondateurs : la transparence, la compétence et l'indépendance. L'évaluation de l'agence se répète tous les 4 ans pour la majorité des structures évaluées. Le conseil de l'AERES se compose de 25 membres français, européens ou extra-européens ou internationaux, reconnus pour la qualité de leurs travaux scientifiques, nommés par décret. L'AERES produit et rend public tous ses rapports d'évaluation dans un calendrier garantissant à l'entité évaluée et à sa tutelle ministérielle des outils de négociation objectifs, qui forment la base du dialogue contractuel. Tous les rapports d'évaluation publiés par l'agence sont accompagnés des observations de la structure évaluée. En 2009, l'AERES a procédé à l'évaluation de plus de 1500 établissements, 700 unités de recherche, 38 mentions de master, 290 mentions de licence et 70 écoles doctorales.

MATRICE SWOT ORGANISATION/PILOTAGE DE L'ÉTABLISSEMENT	
Facteurs internes	
Positif	Négatif
Forces [S]	Faiblesses [W]
<ul style="list-style-type: none"> Une organisation homogène parce que fondamentalement interdisciplinaire et peu hiérarchique [absence de composantes]. Un principe d'unité de lieu réitéré récemment à travers le projet de redéploiement immobilier. Un système décisionnel centralisé favorisant une gouvernance réactive, souple, et rapide, la direction étant soumise à tout un jeu de checks and balances. Une claire séparation des pouvoirs entre "l'exécutif" [la direction] et le "législatif" [le conseil d'administration]. Une forte présence et implication des étudiants dans l'ensemble des instances. Une diversification et différenciation des instances assurant une plus grande inclusion des parties prenantes et des intérêts organisés, via la création de nouvelles instances et la diffusion croissante des systèmes d'information et de communication. 	<ul style="list-style-type: none"> Une tendance à la multiplication des instances consultatives et décisionnelles [au moins une dizaine] imposées par la législation. Nécessité de trouver un équilibre entre une association maximale des parties prenantes [enseignants, chercheurs, administratifs, étudiants et personnels extérieurs] et l'évolution extrêmement chronophage du travail collectif et de concertation. Un niveau d'encadrement encore insuffisant, malgré de récents recrutements ou transformations de postes, notamment dans les secteurs clés de la gestion financière, des relations internationales, de la formation continue, des stages et de la vie étudiante. Une nécessité d'actualiser les dispositions réglementaires afin de garantir une représentation plus conforme des personnels administratifs et techniques au conseil d'administration [1 seul siège, contre 10 au personnel enseignant].
Opportunités [O]	Menaces [T]
<ul style="list-style-type: none"> La dynamique d'autonomie inscrite dans la LRU offre des perspectives considérables en permettant de lever progressivement les nombreux obstacles à la prise d'initiatives et de risques. Jusqu'à présent strictement placées sous le contrôle a priori et a posteriori de la tutelle étatique, les politiques du personnel et du budget vont gagner en marge de manœuvre et en capacité de définition de stratégies d'établissement. Parmi les premières mesures déclenchées par l'IEP dans ce nouveau cadre : la mise en place du fundraising en 2009, en liaison étroite avec la création de la fondation universitaire du PRES bordelais. Le PRES fournit depuis 2007 un cadre unique d'expérience et d'expérimentation de la modernisation de la gouvernance, par un processus permanent et multi-niveaux d'échange et de comparaison des pratiques des différents membres fondateurs, mais aussi d'innovation concertée inter-établissements dans les domaines cruciaux de l'évaluation et de l'assurance-qualité. 	<ul style="list-style-type: none"> Les principales incertitudes pèsent sur l'adoption aussi harmonisée que possible des systèmes d'information à l'échelle du PRES et à l'échelle nationale. La question concerne en particulier la gestion des scolarités et le choix urgent à opérer entre Apogée d'une part et Scolaris [partie de Cocktail] d'autre part. Mais elle touche aussi à la nécessité de pouvoir accéder aussi rapidement que possible à des statistiques comparatives permettant de faire évoluer le pilotage en référence aux performances des autres établissements universitaires français, mesurées par des indicateurs agrégés ou individualisés. Cette indispensable contextualisation par rapport à des établissements au moins comparables au nôtre n'est d'ailleurs sans doute pas suffisante, puisqu'elle devrait également être située dans une perspective européenne et internationale, afin au moins d'identifier les bonnes ou meilleures pratiques étrangères susceptibles d'inspirer nos propres évolutions [d'où l'urgence, dans le cadre du programme Erasmus, de renforcer non seulement les échanges d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs, mais aussi de cadres administratifs].
Facteurs externes	

Exemple de matrice SWOT.

titulé le volet « insertion professionnelle » (DGESIP). C'est avec cette Direction que Sciences Po Bordeaux négocie son contrat quadriennal.

Une étape importante du processus de contractualisation

Le rapport d'autoévaluation s'est construit dans un esprit d'échange et de dialogue avec l'AERES, qui a accompagné l'Institut dans son travail d'introspection, de réflexion et de projection. Au-delà du retour réflexif et critique sur l'action

menée au cours des quatre années passées, ce travail de projection dans l'avenir s'avère essentiel, à l'heure où l'école se prépare à négocier son prochain contrat quadriennal 2011-2014. Ce calendrier, non fortuit, permet à Sciences Po Bordeaux de tirer un bilan du contrat actuel en fin de vie (2007-2010) et de préparer le prochain, avant de rendre en octobre 2010 son « projet d'établissement », base de la négociation contractuelle, à la DGESIP. D'ici là, l'Agence d'évaluation aura rendu son rapport définitif, au printemps 2010, après deux journées de visite au sein de l'Institut prévues début février 2010. Une perspective qui n'inquiète pas

Emmanuel Nadal, même s'il ne préjuge en aucune façon les conclusions des experts de l'AERES. « *Nous nous imprégnons progressivement de cette culture de l'évaluation en continu, qui semble appelée à devenir un mode de fonctionnement « standard » du paysage universitaire, contrepoint somme toute assez logique du mouvement d'autonomisation des établissements. Cela pourrait notamment conduire le ministère, un jour ou l'autre, à mettre en œuvre des contractualisations sur de plus longues durées avec les établissements, accordant à ces derniers des marges de manœuvre plus importantes sur les enveloppes allouées, moyennant la mise en œuvre systématique de procédures d'assurance-qualité* »...

¹ Instauré par l'article 65 de la loi du 26 janvier 1984 sur l'Enseignement supérieur dite « Loi Savary ».

Hommage à Hubert G. HUBRECHT

Hubert-Gérald Hubrecht, professeur de droit public, à l'Université de Bordeaux (à Sciences Po Bordeaux principalement mais aussi dans les Universités Bordeaux IV-Montesquieu et Michel de Montaigne-Bordeaux III, à l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme), est décédé à Bordeaux le 20 janvier 2010, dans sa soixantième année. Hospitalisé à la fin du mois de décembre 2009, il aura, jusqu'au bout, assuré ses enseignements universitaires, tant son attachement aux étudiants était grand, voulant, comme il le disait encore très récemment « *Boucler impérativement son semestre, pour ne pas poser de problèmes, ni aux étudiants, ni aux collègues* ».

Diplômé de Sciences Po Bordeaux en 1970, fils du professeur Georges Hubrecht qui fut l'une des grandes figures de l'École de Droit de Bordeaux, Hubert Hubrecht a soutenu sa thèse de Droit en 1980 et a été lauréat du concours d'agrégation de droit public en décembre 1983. D'abord assistant à l'Université de Bordeaux I, puis maître de conférences à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, il a enseigné comme professeur à l'Université de Poitiers avant de revenir (pour y demeurer) à Sciences Po Bordeaux le 1^{er} octobre 1987, en tant que professeur de droit.

Très impliqué dans la vie universitaire bordelaise, toujours soucieux de maintenir à un haut niveau le service public d'enseignement supérieur offert aux centaines d'étudiants



qui ont croisé sa route et son savoir, pendant toute sa carrière, Hubert Hubrecht a été directeur des études de Sciences Po Bordeaux, de 1989 à 1995. En 1993, particulièrement soucieux de la professionnalisation des étudiants en formation, il a créé le premier DESS de Sciences Po Bordeaux consacré au Management des Organisations et Entreprises de Service Public, devenu, lors de la mastérisation du diplôme, l'un des parcours de spécialité parmi les plus appréciés.

Unaniment aimé des étudiants, ne mesurant ni son temps ni son engagement, reconnu pour ses grandes qualités pédagogiques (il pouvait faire un cours en amphithéâtre, sans aucune note, avec l'enthousiasme du débutant et la verve du conteur), Hubert Hubrecht, professeur et

citoyen, érudit et engagé, était tout autant spécialisé en management qu'en droit public de l'environnement, en marchés publics qu'en droit public fondamental ou en contentieux administratif et en partenariats public-privé. Il a toujours œuvré pour une transmission pluridisciplinaire de ses connaissances, s'efforçant de dépasser les différents domaines universitaires, juridiques, urbanistes, architecturaux, etc. Sa culture protestante originelle, bien qu'il s'en soit détaché, a fait de lui, irrémédiablement, un homme libre et adogmatique, hostile aux chapelles, ne reconnaissant qu'une seule maison : « *l'Alma mater* », l'Université.

Maintes et maintes fois sollicité par nombre d'institutions et de médias pour la qualité de son expertise, passionné et passionnant, Hubert Hubrecht, laisse au bord du chemin toute la communauté universitaire, collègues enseignants, administratifs et étudiants. Pour tous ses anciens élèves, il demeure l'une des figures magistrales du professeur d'université. Son jardin secret était l'archéologie. Si l'on devait fouiller dans les têtes de ses élèves et anciens élèves pour retrouver les traces et les marques de son enseignement, on ouvrirait un chantier infini tant la moisson serait abondante.

SCIENCES PO BORDEAUX
21 janvier 2010

3 questions à Vincent Hoffmann-Martinot

1. Quels sont les points forts et les points faibles que vous retenir plus particulièrement du rapport d'autoévaluation de Sciences Po Bordeaux, remis à l'AERES ?

V. HOFFMANN-MARTINOT : Sans trop entrer dans le détail de l'ensemble de notre organisation et de notre fonctionnement, nous tirons un bilan largement positif de l'évolution de l'établissement depuis 2007, grâce en particulier aux transformations impulsées par la direction qui avait élaboré et négocié le contrat

notre organisation globale, mutualisation renforcée de nos activités dans le cadre du PRES Université de Bordeaux. Les points faibles concernent surtout l'adéquation de nos ressources humaines et budgétaires au chantier de réformes auquel nous nous sommes attelés. L'Etat nous apporte un soutien déterminant tandis que nos partenaires, telles que les collectivités territoriales, se trouvent toujours à nos côtés. Mais cela ne suffit pas et nous devons impérativement dégager des marges de manœuvre supplémentaires.

multi-niveaux dans lequel nous nous développons, tant à l'échelle régionale et nationale que, de plus en plus, internationale ? Dans la période actuelle de mutation profonde du système académique français et européen, nous devons plus, que jamais, nous interroger sur nos objectifs de formation et de professionnalisation, en liaison étroite avec l'Université de Bordeaux, le CNRS, la FNSP et les autres Instituts d'Etudes Politiques en France. Pour cela, notre Conseil d'administration a adopté à l'unanimité le 9 octobre 2009 un avant-projet de développement pour la période 2011-2014, que nous allons peaufiner dans les mois qui viennent et soumettre à la DGEIP pour négociation.

3. Plus largement, quelles sont les vertus, mais aussi les dérives possibles, d'une culture de l'évaluation à laquelle le monde universitaire français semble durablement promis, à l'instar de la plupart des pays développés ?

V. HOFFMANN-MARTINOT : Le moins que l'on puisse affirmer, c'est que notre monde universitaire, à quelques exceptions près, n'a pas fait figure de pionnier en matière d'évaluation. Pourtant, ce domaine ne nous était pas inconnu, puisque en tant que politologues nous le défrichions en Europe dès les années 1980 (à partir des analyses de politiques publiques anglo-saxonnes puis allemandes, comme celles de Renate Mayntz à Cologne). Et puis, comme souvent dans notre cher pays, notre haute fonction publique s'est tardivement et quelque peu brutalement convertie à l'évaluation. Longtemps négligée voire tout simplement inconnue, la culture de l'évaluation est subitement devenue une panacée irriguant progressivement toutes les strates et tous les interstices de notre système universitaire. Même si nous essayons les plâtres d'une mise en œuvre qui demandera encore des années avant de se normaliser, ce mouvement m'apparaît cependant, dans son principe, à la fois indispensable, inéluctable et bénéfique. À nous comme institution, avec ses personnels et ses étudiants, à nous en saisir en nous l'appropriant et en le façonnant au profit de notre amélioration constante.



Vincent Hoffmann-Martinot

quadriennal en cours, celle de mon prédécesseur Robert Lafore. Nous avons atteint la plupart des objectifs qui avaient été fixés avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : stabilisation de notre diplôme passé en cinq ans dans le cadre du processus de masterisation, consolidation de nos 20 parcours de master, amélioration continue de la qualité de nos formations, y compris de l'école doctorale de science politique, généralisation des instances et procédures de concertation avec les étudiants, recomposition et élargissement des thématiques de nos laboratoires de recherche, internationalisation accentuée, professionnalisation du management de

2. Quels sont les enjeux des conclusions du rapport définitif de l'AERES, attendues pour mai 2010 ? Peuvent-elles avoir une incidence concrète sur le rayonnement de l'établissement, et notamment son grand projet d'extension ?

V. HOFFMANN-MARTINOT : Les enjeux de ce screening sont considérables. Pour nous, il s'agit, grâce au premier travail d'auto-évaluation suivi d'une évaluation externe, de nous situer dans le temps et dans l'espace. Où en sommes-nous ? Notre stratégie doit-elle évoluer et de quelle manière par rapport au contexte

COGITER, la science politique franco-américaine

« *Ce sont des pionniers et des ambassadeurs* ». Ludovic Renard, Chargé de mission à la Direction des Études, qualifie ainsi les trois premiers étudiants bordelais du parcours COGITER, placé sous la responsabilité de Vincent Hoffmann-Martinot, par ailleurs directeur de l'Institut. Ces derniers suivent actuellement leur quatrième année d'études à Sciences Po Bordeaux (année M1 de master) à l'université de l'Etat de Washington, dans la petite et paisible ville de Pullman, située à 500 kilomètres environ à l'Est de Seattle et de la côte Ouest des USA. Florent Malbon d'Arbaumont, Arnaud Paillard et Marie Telling-Lepas initient une formation « exceptionnelle » à plus d'un titre. Il s'agit en effet de l'unique master franco-américain de science politique en France. Ce « Joint Master Program » bénéficie d'une bourse d'excellence accordée par le Partner University Fund (PUF), institution particulièrement sélective. 91 dossiers de candidature ont été étudiés pour 16 lauréats, dont quatre seulement en sciences humaines. Le parcours COGITER de Sciences Po Bordeaux a été retenu pour sa pertinence pédagogique, étayée par les liens étroits de recherche et de formation entre les deux établissements.

Un petit pas pour les étudiants, un grand pas pour l'Institut

Le nombre restreint d'étudiants français de ce parcours peut surprendre. Il s'explique par le caractère expérimental du

dispositif, l'objectif étant prioritairement de le pérenniser avant de penser éventuellement à l'élargir. De plus, le coût des études aux Etats-Unis étant très élevé, Sciences Po Bordeaux doit trouver à terme de nouvelles sources de financement pour suppléer la bourse d'excellence obtenue, limitée dans le temps. Par ailleurs, le parcours fonctionnant sur une logique d'échanges, il faut également recruter des étudiants américains motivés pour venir à Bordeaux, « petite ville d'un petit pays d'un petit continent » pour l'Oncle Sam. Ce parcours s'adresse enfin à des étudiants qui aspirent à devenir des spécialistes pointus en science politique nord-américaine (pour les étudiants français) et en science politique française et européenne (pour les étudiants américains). De fait, la sélection très ciblée des trois émissaires bordelais a été drastique,

le déplacement outre-atlantique n'ayant rien d'un voyage scolaire. « *D'habitude, les étudiants de l'Institut ne partent pas à l'étranger en quatrième année, dont le programme est particulièrement chargé. Outre l'intense programme américain de science politique, nos étudiants doivent aussi valider les enseignements dispensés à Sciences Po Bordeaux nécessaires pour l'obtention de leur quatrième année de diplôme* » précise Ludovic Renard. L'école peut s'appuyer, pour faciliter les échanges à distance, sur les moyens de e-learning des deux établissements, illustrés notamment par des séances de visio-conférence (lire encadré). La science politique franco-américaine entre Sciences Po Bordeaux et l'université de l'Etat de Washington ne s'est jamais aussi bien portée, COGITER devrait donner de nouvelles idées de partenariat aux deux structures.

EN DIRECT LIVE !

Sciences Po Bordeaux, salle Touchard, aile Recherche. Jeudi 3 décembre 2009. 18h00 heure française à Bordeaux ; 9 :00 a.m., local time à Pullman. Visioconférence avec la Whashington State University. Sur grand écran, avec une incroyable netteté apparaissent les trois étudiants bordelais et leur responsable de parcours américain, Andrew Appleton, qui vont converser pendant une heure avec Vincent Hoffmann-Martinot, directeur de Sciences Po Bordeaux ; Anne Gaudin, directrice des études ; Ludovic Renard, chargé de mission ; mais aussi Anne Polès et Jean Petaux, respectivement en charge de la l'économie et de la culture générale pour les trois « émigrants temporaires ». Ni la distance ni le décalage horaire n'altèrent la réunion qui brasse de nombreux sujets administratifs et pédagogiques. Il faut préciser que la qualité sonore des échanges est excellente. Chaque intervenant français rappelle aux étudiants leurs obligations ou les questionne sur l'évolution de leurs travaux « américains » mais aussi « français », fixant les prochains rendez-vous pédagogiques. Interrogés, Marie, Arnaud et Florent confessent « *un travail intensif et régulier, de lecture notamment* ». Ils apprécient l'ambiance universitaire américaine avec « *des relations professeurs-élèves plus décontractées et interactives qu'en France* ». Ils notent par ailleurs « *une approche américaine de la science politique différente, avec une réflexion et une confrontation des méthodes particulières* ». Considérés d'abord « *comme*

des Européens avant d'être des Français » par leurs homologues américains, les trois Frenchies ont vécu la semaine précédente les us et coutumes de la fête de Thanksgiving Day dans la « petite » cité de Pullman (30.000 habitants dont la majorité vivent à l'Université), d'où ils découvrent une Amérique rurale. Ce trio d'étudiants habitués à la mobilité internationale a prévu de rentrer en France en mai, profitant de la validité de leur visa pour se promener à travers un pays qu'ils auront probablement l'occasion de fréquenter à nouveau compte tenu de leurs études...



visioconférence, salle Touchard.

« À l'est, quoi de nouveau ? »

Jérôme HEURTAUX et Cédric PELLEN, à la recherche de la mémoire vive de l'Europe centrale et orientale.

EXTENSION(S) : *Vous écrivez, dans l'introduction de votre ouvrage⁽¹⁾, que l'année 1989 est « devenue un lieu de mémoire et un moment de mémoire, point de départ d'un nouvel ordre du temps ». Pouvez-vous expliciter plus précisément cette dimension ? D'autant que, plus loin, vous prenez le soin de préciser que la « mémoire des événements, dans toutes ses dimensions, attend son histoire et sa sociologie ».*

Jérôme HEURTAUX – Cédric PELLEN : La fièvre commémorative qui a touché l'Europe de l'Ouest à l'occasion du 20ème anniversaire de la chute du mur de Berlin témoigne de la force symbolique acquise par l'année 1989 en Europe de l'Ouest. Symbolisant la chute du communisme et l'avènement de la démocratie libérale, cette date a en effet été construite comme un moment de rupture dans l'histoire du monde. À la manière de 1789, de 1918 ou encore de 1945, 1989 est ainsi communément appréhendée dans les discours politique et médiatique comme « une année où le monde a basculé », pour reprendre le titre d'un ouvrage récemment publié par Pierre Grosser. Dans cette optique, 1989 est érigé en événement inaugural, ouvrant le début d'une nouvelle ère, aussi bien au niveau politique, économique que diplomatique.

Pourtant, dans les faits, l'« événement 1989 » n'a pas l'unité que suggère cette vision largement artefactuelle qui domine le discours ouest-européen et qui symbolise l'ensemble des sorties du communisme par sa représentation la plus spectaculaire : la « chute » du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989. Il n'y a pas « d'événement

1989 » ou plutôt il y a autant « d'événements 1989 » qu'il y a de versions nationales de la sortie du communisme. D'un pays à l'autre, ce ne sont ni la même temporalité, ni les mêmes faits saillants dont les traces s'objectivent dans le récit national. En d'autres termes, loin de se réduire au 9 novembre 1989 berlinois, l'« événement 1989 » s'« étale » dans les faits sur plusieurs mois, voire plusieurs années - ainsi dans les anciens pays soviétiques c'est l'année 1991 qui est considérée comme un tournant - et sa mise en récit prend des formes variées selon les pays.

De plus, contrairement à l'Ouest, la perception des événements de 1989 est loin de faire l'objet d'une interprétation unanime dans les anciens pays du Bloc de l'Est. Dès 1989 surgissent des questionnements sur la bonne qualification des événements qui viennent de se dérouler. S'agit-il vraiment d'une Révolution? Le cas échéant, est-elle terminée ou inachevée ? Dans différents pays, par exemple en Pologne ou en Roumanie, se multiplient de part et d'autre du champ politique des discours critiques et des réinterprétations d'un événement dont la solidité symbolique est mise à rude épreuve.

C'est cette mémoire controversée des événements de 1989 dans les pays de l'Est, encore peu étudiée en tant que telle dans la littérature scientifique, que nous nous sommes attachés à questionner dans le cadre de notre ouvrage. Notre objectif n'était donc pas de délivrer « la » bonne interprétation de 1989, ou d'en commémorer le vingtième anniversaire, mais de prendre pour objet même les interprétations politiques, savantes et profanes qui en sont données. De se pencher sur l'histoire discontinuée, conflictuelle et inachevée de l'interprétation, des usages politiques et de la mémoire de 1989 en Europe de l'Est.

EXTENSION(S) : *Catherine Lalumière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe en 1989 qui a présidé à l'entrée de tous les PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) au sein de l'organisation strasbourgeoise à partir de cette année charnière, dit clairement que les bouleversements intervenus dans cette partie de l'Europe, ont littéralement laissé pantois les principaux dirigeants d'Europe occidentale qui n'ont pas su quoi en faire pendant plusieurs mois. Cela signifie-t-il que l'expertise en la matière était très médiocre ?*

Jérôme HEURTAUX – Cédric PELLEN : Tout d'abord, il convient de rappeler que les événements de l'année 1989 ont pris par surprise la plupart des dirigeants des pays de l'Est eux-mêmes.

Nul ne pouvait prévoir la fin de régimes de type communiste et encore moins la rapidité relative de ce processus qui a donné l'impression d'un effondrement subit. Ni la politique de Perestroïka lancée par Gorbatchev en 1985, ni la remise en cause de la doctrine Brejnev, ni d'ailleurs la mise en place d'un pluralisme limité dans certains pays, comme en Pologne suite aux accords de la Table Ronde, ne portaient en germe la fin des Républiques Populaires. Au contraire, ces évolutions étaient pensées par les réformateurs communistes comme des moyens de les « moderniser » et d'assurer leur pérennité. De même, la chute du Mur de Berlin, que personne, pas même Nicolas Sarkozy (!...), ne pouvait prédire quelques heures avant qu'elle ne se produise, ne signifiait nullement de manière automatique la fin de la RDA et la réunification de l'Allemagne d'octobre 1990. Elle n'en est devenue le symbole qu'a posteriori. Dès lors, il paraît délicat de reprocher aux dirigeants d'Europe occidentale de ne pas avoir su prévoir le déroulement et les conséquences d'événements par nature largement imprévisibles.

Concernant l'expertise, il est vrai que les « soviétologues », les spécialistes du bloc soviétique, ont été vivement critiqués pour leur incapacité à estimer la fragilité économique, sociale et politique des Etats communistes à la veille de leur chute. À leur décharge, il convient de rappeler que l'accès aux informations était loin d'être évident du temps de la Guerre froide. Néanmoins, on peut sûrement reprocher à certains de ces spécialistes, comme d'ailleurs à la plupart des dirigeants ouest-européens de l'époque, leur tendance à surestimer l'homogénéité du bloc de l'Est. En effet, contrairement à une vision très répandue, aujourd'hui encore, tout ne se décidait pas à Moscou et les républiques populaires conservaient de fortes spécificités, liées notamment à leur histoire, et une relative autonomie politique, notamment après l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en URSS. Des décisions prises par des dirigeants des républiques populaires d'Europe Centrale, sans intervention directe de Moscou, ont d'ailleurs eu un impact que l'on peut, a posteriori, considérer comme décisif sur les événements de l'année 1989. C'est par exemple le cas de l'ouverture des frontières entre l'Autriche et la Hongrie décidée en mai ou encore la nomination d'un Premier ministre non-communiste en Pologne en août (Tadeusz Mazowiecki).

EXTENSION(S) : *Les Polonais considèrent, dans leur grande majorité, qu'ils ont été les oubliés et les laissés pour compte des cérémonies commémoratives, vingt ans après. Comment expliquer ce qui s'est passé ? N'a-t-on pas « joué » l'histoire de 1989 sur les mêmes bases que celles retenues à partir du 9 novembre 1989 : la concentration de la vision sur un point (la chute du Mur), la force d'une image, etc.*

Jérôme HEURTAUX – Cédric PELLEN : Il est vrai que la tendance des occidentaux à se focaliser sur la seule chute du Mur de Berlin a pu être source d'une certaine incompréhension dans les autres pays d'Europe de l'Est et particulièrement en Pologne. Les Polonais aiment en effet considérer que l'effondrement du bloc de l'Est trouve ses origines dans leur pays, que se soit dans l'émergence du mouvement Solidarité au



Cédric Pellen



Jérôme Mertaux

début des années 1980 ou dans la victoire du mouvement d'opposition aux élections semi-libres de juin 1989, soit plusieurs mois avant la chute du Mur.

Il convient néanmoins de nuancer ce constat en prenant en compte le fait que les populations est-européennes ont, dans les faits, souvent conservé une certaine distance à l'égard des célébrations du 20ème anniversaire des événements de 1989. Les Polonais ne font pas exception à la règle et les commémorations se sont dans l'ensemble déroulées dans une indifférence quasi-générale. Plusieurs éléments peuvent expliquer cette indifférence.

Tout d'abord, contrairement à ce que l'on pourrait croire, 1989 n'est pas forcément perçu comme une rupture historique par les populations. L'impact sur leur vie quotidienne des bouleversements de cette année est en effet à relativiser, surtout sans doute dans les milieux sociaux éloignés des centres du pouvoir politique et économique. Dès lors la gestion des difficultés quotidiennes a souvent pris le pas sur l'émotion commémorative d'un anniversaire par lequel les gens ne se sentent pas forcément concernés. Ensuite, il convient de rappeler qu'en Pologne, il n'y a pas eu d'événements pouvant être construits comme un moment de rupture révolutionnaire, comme par exemple la chute du Mur en Allemagne de l'Est ou les manifestations de novembre en République Tchèque. La sortie du communisme s'est faite de manière progressive, avec une succession de compromis institutionnels entre les autorités communistes et les représentants du mouvement d'opposition Solidarnosc. Plus qu'une grande messe commémorative à même de mobiliser les foules, l'anniversaire des événements de 1989 a donc pris en Pologne la forme d'une succession de petites célébrations, essentiellement institutionnelles, en l'honneur par exemple, des accords de la Table Ronde en avril, des premières élections semi-libres en juin, ou encore de la nomination de Tadeusz Mazowiecki au poste de Premier ministre en août. Ce qui n'a pas empêché il est vrai des célébrations ponctuelles, à l'occasion de l'anniversaire des élections de juin dans les milieux des anciens dissidents. Enfin, dernier élément expliquant l'investissement tout relatif des Polonais dans la vague de commémoration, l'interprétation des événements de 1989 est loin de faire l'objet d'un compromis sur les bords de la Vistule. Depuis le début des années 2000, et particulièrement depuis 2005, on a assisté à

l'émergence dans le champ politique d'un discours critique à l'égard des modalités du changement de régime, dénonçant notamment la compromission avec les forces communistes que constituerait les accords de la Table Ronde. Ces critiques, portées notamment par l'actuel président Lech Kaczynski, ont influé sur la dynamique des commémorations qui n'ont pas eu le caractère unanime qu'elles ont eu dans d'autres pays. C'est précisément ce thème que nous traitons dans le premier chapitre de l'ouvrage consacré à la Pologne.

Notons néanmoins que les Polonais n'ont pas été complètement oubliés par les organisateurs des cérémonies du 20ème anniversaire de la chute du Mur à Berlin : c'est Lech Walesa en personne qui a fait basculer le premier d'une série de quelques mille dominos géants censés symboliser l'effondrement du Mur et Angela Merkel lui a rendu un hommage appuyé dans son discours.

EXTENSION(S) : Quels sont, justement, les « contre-événements » susceptibles de venir concurrencer la chute du Mur dans le « mythe » qui s'est construit à partir de 1989.

Jérôme HEURTAUX – Cédric PELLEN : Une nouvelle fois, les modalités de production, ou de non-production, de « contre événements » varient selon les cas nationaux, selon l'histoire de chaque pays et, particulièrement, selon les modalités de structuration du champ politique.

La Roumanie et la Pologne constituent deux exemples particulièrement significatifs de ces processus de construction de récits de la sortie du communisme alternatifs à ceux articulés autour de la date symbole de 1989. En Roumanie, aux yeux des Occidentaux et bien sûr de nombreux Roumains, le tournant date de décembre 1989, quand Ceausescu a été chassé du pouvoir. Pour certains intellectuels roumains, en revanche, la vraie rupture se situe en 1996, l'an-

née ou la droite a gagné les élections présidentielles et législatives. En Pologne, nous l'avons vu, les événements de 1989 sont loin de faire l'unanimité et certains, par exemple les frères Kaczynski, préfèrent valoriser des événements antérieurs, comme les grèves ouvrières menées par Solidarnosc en 1980, le premier pèlerinage du Pape Jean-Paul II (Karol Wojtila) en 1979, voire l'insurrection de Varsovie en 1944.

⁽¹⁾ HEURTAUX (Jérôme), PELLEN (Cédric) (Dir.), 1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée, L'Aube, 2009, 336 p., 28 €.

Jérôme Heurtaux Cédric Pellen 1989 à l'Est de l'Europe Une mémoire controversée



TABLE DES MATIÈRES

Introduction, Jérôme Heurtaux, Cédric Pellen

Première partie L'événement réinterprété Les contorsions symboliques de 1989

Pologne. La Table ronde, un meuble politiquement encombrant, Jérôme Heurtaux, Cédric Pellen

Pologne. Un parti politique face à 1989. L'abandon d'une lecture sociale des transformations par le PSL, Frédéric Zalewski

Allemagne. 1989 dans la chronologie légitime de l'épuration, Guillaume Mouralis

Moldavie. Une indépendance qui divise (1991), Julien Danero, Nicolas Verschuieren

Deuxième partie L'événement contesté. Conflits d'origines

Allemagne. 1989 et l'affirmation de Berlin comme capitale politique, Antoine Laporte

Roumanie. L'échec d'une « seconde Révolution » place de l'Université (1990), Anemona Constantin

Bulgarie. 1989 au prisme de 1997. Une « Révolution » en palimpseste, Nadege Ragaru

Troisième partie L'événement occulté. Les représentations ordinaires

Biélorussie. Mémoires et ruptures de vie de citoyens soviétiques, Ronan Hervouet

Ukraine. Trois communistes dans la tourmente de la perestroïka, Loulia Shukan

République tchèque. La « Révolution de velours » vue de Ceske Velenice, Muriel Blaive

Roumanie. Les minériades dans la mémoire des mineurs, Alin Rus

Europe centrale et orientale. Quatre témoins privilégiés analysent l'événement 1989 : Karol Modzelewski, Zbigniew Gluza, Zoe Petre, Jean-Yves Potel, Présentation et notes de Jérôme Heurtaux

Liste des acronymes

Jérôme HEURTAUX (diplômé de Sciences Po Lille) et Cédric PELLEN (diplômé de Sciences Po Bordeaux) sont spécialistes de l'Europe centrale et orientale. Ils connaissent bien la Pologne pour y avoir séjourné pendant leurs premières années d'études supérieures, au titre des mobilités étudiantes. Ils y ont poursuivi, ensuite, leurs recherches. Docteur en science politique, Jérôme HEURTAUX enseigne désormais à l'Université Paris-Dauphine. Cédric PELLEN, doctorant en science politique est aussi ATER à Sciences Po Bordeaux. Il a travaillé sur le parti populiste polonais « Samoobrona » et doit soutenir sa thèse de doctorat dans quelques mois.

Alexandre MORA,

Directeur du Mémorial Charles de Gaulle à Colombey

« Une certaine idée de la France... »

Les clés du Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises ont été confiées à un ancien diplômé de Sciences Po Bordeaux (promo 2002), Alexandre Mora. Ce dernier, âgé seulement de 30 ans, dispose déjà d'une solide expérience professionnelle.

Que s'est-il passé le 9 novembre 1970, peu après 19h ? Voilà le type de question auquel Alexandre Mora répondrait du tac au tac. L'ancien diplômé de Sciences Po Bordeaux (promo 2002) occupe depuis 2008 la fonction de Directeur du Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises. Il connaît donc par cœur les dates clés de l'ancien général et homme d'Etat, dont celle de son décès, dont on commémorera le 40e anniversaire en novembre prochain. Un événement qui a fait pleurer une bonne partie de la France, mais aussi mourir de rire les lecteurs d'Hara-Kiri après la parution d'un titre de presse qui a fait scandale¹. Comment Alexandre Mora a-t-il été amené à prendre la direction d'un site de Haute-Marne inauguré en octobre 2008 par Nicolas Sarkozy ? « Avec des convictions et une certaine passion pour la grande histoire » répond-il, rappelant à l'occasion son parcours de militant au RPR. « Délégué jeune » de la circonscription d'Alain Juppé, il avoue avoir passé plus de temps dans des réunions politiques que sur les bancs de l'amphi Montesquieu, à Sciences Po Bordeaux. D'autant que le calendrier électoral ne jouait pas vraiment pas en faveur de ses études, avec les municipi-

pales de 2001 puis la présidentielle de 2002. « Au lieu de réviser gentiment mes cours, j'accompagnais tous les parlementaires animateurs de la campagne de Chirac qui défilaient en Gironde » précise-t-il. Cela ne l'empêche pas d'obtenir son diplôme. Il se lance alors dans la chose publique auprès de députés européens avant d'intégrer le cabinet du maire de Nîmes, dirigé à l'époque par un ancien secrétaire de circonscription RPR bordelais. « Chargé de mission pour les affaires européennes et l'enseignement supérieur, j'ai vécu une expérience formatrice et enrichissante dans le Gard, des mémorables inondations à la découverte du mundillo tauromachique et de cette ambiance si spéciale qui règne à Nîmes durant les Férias » précise Alexandre Mora. Ce dernier devient ensuite « Dir'Cab » (comprenez Directeur de Cabinet) du député-maire de Bourg-en-Bresse dont il apprend rapidement la grave maladie, accompagnant « son patron jusqu'au bout ». Un funeste destin suivi d'une lourde défaite aux élections municipales de mars 2008, synonyme de chômage lorsqu'on occupe un poste politiquement exposé. Vice-président de l'association des collaborateurs de cabinet des collectivités territoriales de la droite et du centre (Collcab), Alexandre Mora apprend par ce réseau la création du poste de directeur au Mémorial Charles de Gaulle qu'il décroche.

Ses pas dans les pas du « Grand Charles »

Alexandre Mora a débarqué le 1er juillet 2008 à Colombey-les-deux-Eglises, village adoptif du Général de Gaulle et bourgade de 678 habitants, pour relever le challenge de l'ouverture du Mémorial.

« Tout était à



Alexandre Mora

faire. Il n'y avait même pas de logo ! J'ai eu toute latitude pour procéder au recrutement du personnel, choisir le modèle de billetterie, le contenu de la boutique ou encore la définition d'une carte de cafétéria, ce que je ne m'attendais jamais à faire. Ma mission première a consisté à asseoir le site dans le paysage mémoriel et patrimonial, assurer ses relations publiques et sa gestion, ce qui n'est pas forcément évident pour un site culturel en milieu rural qui ne reçoit aucune subvention et qui a terminé pourtant son premier exercice en bénéfice ». Alexandre Mora apprécie d'accueillir de nombreux visiteurs - plus de 100 000 à ce jour - qui viennent découvrir toutes les facettes du maître des lieux : Général et Homme d'Etat bien sûr, mais aussi écrivain et homme du peuple mu par « une certaine idée de la France » (première phrase des « Mémoires de Guerre »). Le directeur du Mémorial se plaît à rappeler également que Pierre Mauroy et Michel Rocard ont été les présidents de la souscription nationale lancée par la Fondation Charles-de-Gaulle pour ce projet qui dépasse les clivages politiques. Le travail de mémoire ainsi engagé s'illustre, entre autres, par le détachement du Ministère de l'Education nationale de deux enseignants en histoire-géographie qui ont pour mission de structurer



LA DS du Général de Gaulle, lors de l'attentat du Petit Clamart, le 22 août 1962. Les croix blanches montrent les impacts des balles (pneus, portières, etc.). Cette voiture est exposée, tout comme la Traction avant Citroën du retour au pouvoir du Général en mai 58, au Musée du Mémorial.



De Gaulle au micro de la BBC.

les contenus pédagogiques à destination des publics scolaires découvrant ce lieu d'exposition original, moderne et d'actualité (lire encadré).

Le mot de la fin au Général

Dans ses fonctions, Alexandre Mora possède à 30 ans un parcours professionnel déjà bien rempli. Il estime que la formation suivie à Sciences Po Bordeaux a joué sans conteste un rôle déterminant dans sa

trajectoire professionnelle. « *Le questionnement quotidien, l'ébullition, le niveau des échanges pendant le cursus m'ont très certainement permis de passer de nombreux barrages* ». Il garde comme meilleur souvenir les conférences de méthode de « Culture gé » (Culture générale) de la maison, « *un contenu à ne supprimer sous aucun prétexte* ». Heureux à Colombey-les-deux-Eglises, qui fût pendant une décennie la seconde capitale de France, il sait que sa fonction actuelle, aussi diversifiée soit-elle, n'est qu'une étape dans son parcours. Il a fait sienne une célèbre cita-

tion de Charles de Gaulle, qu'il conseille à tous les étudiants actuels de l'Institut : « *Prenez invariablement la position la plus élevée, c'est généralement la moins encombrée* »...

!L'hebdomadaire Hara-Kiri avait titré « Bal tragique à Colombey : un mort », faisant référence à l'incendie la semaine précédente d'un dancing qui avait fait 146 victimes (tragédie de Saint-Laurent-du-Pont). Cette parution sera la dernière du journal qui faisait déjà l'objet d'une procédure d'interdiction diligentée par Raymond Marcellin. Le titre renâtra de ses cendres bien des années plus tard...



Alexandre Mora avec Michel Mosser, architecte concepteur de la célèbre « Croix de Lorraine », à Colombey.

Sous les feux de l'actualité (à Bordeaux aussi...)

Le Mémorial Charles de Gaulle à Colombey-les-deux-Eglises est le fruit de cinq années de réflexion, de comités scientifiques et de débats qui ont présidé au lancement de cet ensemble situé au pied de l'immense Croix de Lorraine érigée près de la commune. Ce lieu culturel offre une plongée dans le XXe siècle. Il invite les spectateurs à passer [physiquement parlant] par la reconstitution d'une tranchée de la Première guerre mondiale puis à traverser Koufra ou Bir Hakeim pour se retrouver assis dans le bureau du Général ou dans une rue de la capitale en mai 1968 ! Le site connaîtra cette année une actualité forte avec le 40e anniversaire de la mort du Général et le 70e anniversaire de l'Appel du 18 juin. Trois ouvrages publiés par le Mémorial et un DVD réalisés en partenariat avec l'Education nationale seront proposés en 2010 aux

établissements scolaires. Le Mémorial prendra également part au 100e anniversaire de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac dans le cadre de la reconstitution du décollage du Général de la base de Mérignac le 17 juin 40 pour Londres, avec un espace « De Gaulle » dédié au sein de l'aéroport. Tous renseignements sur le Centenaire de l'aéronautique en Aquitaine, en 2010 : www.centenaire2010.fr

Le concours national de la résistance portera enfin cette année sur l'Appel du 18 juin.

Consultez le site (très bien fait) du Mémorial Charles de Gaulle, à Colombey : www.memorial-charlesdegaulle.fr



1



2



3



4

1 Inauguration de la chaire Jean Zay

Le vendredi 21 janvier, à la tribune de l'amphi Siegfried, accompagnant les filles de Jean Zay, Hélène et Catherine, Vincent Hoffmann-Martinot, Ernest Porras (Grand Orient de France), Jean-Michel Quillardet (titulaire de la Chaire Jean-Zay en 2010 et 2011) et Olivier Loubes (professeur d'Histoire) (de gauche à droite). La Chaire Jean-Zay a été créée grâce à la Fondation du Grand Orient de France. Elle comporte un volet académique (cours sur la laïcité comparée) et un volet social (bourses d'installation attribuées sur critères sociaux).

2 Les Entretiens de l'Excellence

Le samedi 14 novembre 2009, entre 13h30 et 18h, à l'initiative du Club du XXI^{ème} Siècle, association nationale œuvrant pour la promotion de la diversité dans la société française, plus de 400 jeunes collégiens et lycéens des collèges «Ambition réussite» et des lycées partenaires de l'opération «Sciences Po Bordeaux, je le peux parce que je le veux», ont rencontré plus de trente personnalités, femmes et hommes, dont les parcours professionnels sont autant d'exemples pour franchir toutes les barrières plus ou moins visibles qui jalonnent la société française. Promoteurs du projet (entre autres) : Daniel Truong-Loi à Bordeaux et Chenva Tieu, président des Entretiens de l'Excellence. Manifestation soutenue par la Préfecture de Région, la Région Aquitaine, le Conseil général de Gironde, la CUB et la ville de Bordeaux ainsi par de nombreuses entreprises locales.

3 La remise des diplômes

En présence de nombreux parents, plus de la moitié des étudiants de la promo 2009 ont reçu, le 21 novembre 2009, leur diplôme de Sciences Po Bordeaux... avec de magnifiques écharpes en prime... Et les étonnantes saynètes du Bureau des Arts, absolument désopilantes !

4 Rencontres Sciences Po / Sud Ouest du 28 janvier

Lancement quasi-officiel de la campagne des élections régionales en Aquitaine avec le premier grand débat politique «Rousset-Darcos» organisé par le journal Sud Ouest et Sciences Po Bordeaux dans le cadre des «Rencontres». Débat entièrement mis en ligne sur le site internet de Sciences Po Bordeaux, enregistré par les caméras de TV7, la télévision locale de Bordeaux qui a diffusé les meilleurs extraits dans une émission spéciale de 26 minutes. Emission disponible tout comme le «Complément d'info» consacré au «off» de ce débat, sur le site internet de TV7 : www.tv7.com